

Transcription de l'interview de Charles-Ferdinand Nothomb (Sanem, 8 juin 2010)

Légende: Transcription de l'interview de Charles-Ferdinand Nothomb, ministre belge des Affaires étrangères de 1980 à 1981 et président de la Chambre des représentants de 1979 à 1980 et de 1988 à 1995, réalisée par le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) le 2 juin 2010 dans les locaux du CVCE au château de Sanem. Conduit par Hervé Bribosia, responsable scientifique au CVCE, l'entretien vient compléter ceux réalisés les 9 juillet 2002 et 2 juin 2010, et porte particulièrement sur l'œuvre et la pensée européenne de Pierre Werner, ancien Premier ministre, ministre des Finances et ministre des Affaires étrangères du Grand-Duché de Luxembourg et l'un des promoteurs de l'Union économique et monétaire.

Source: Interview de Charles-Ferdinand Nothomb / CHARLES-FERDINAND NOTHOMB, Hervé Bribosia, prise de vue : Nicolas Donnerup.- Sanem: CVCE [Prod.], 08.06.2010. CVCE, Sanem. - FILM (00:44:05, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_de_charles_ferdinand_nothomb_sanem_8_juin_2010-fr-f54df660-e318-490f-841c-8d7181dc1dec.html



Date de dernière mise à jour: 24/10/2016

Transcription de l'interview de Charles-Ferdinand Nothomb (Sanem, 8 juin 2010)

Table des matières:

1. Pierre Werner, les élections européennes de 1979 et sa période dans l'opposition.....	1
2. Les relations belgo-luxembourgeoises.....	2
3. La coopération régionale et transfrontalière.....	6
4. Les hommes d'État luxembourgeois et la construction européenne.....	10

1. Pierre Werner, les élections européennes de 1979 et sa période dans l'opposition

[**Hervé Bribosia**] M. Nothomb, merci d'avoir consenti à nous faire part de vos souvenirs concernant Pierre Werner, l'homme, son œuvre. Pierre Werner, vous l'avez bien connu durant votre carrière politique et ministérielle en Belgique, mais aussi en tant que voisin du Grand-Duché de Luxembourg, puisque vous résidez dans le Sud de la province belge de Luxembourg, et c'est là que se situent vos attaches, vos racines. En fait, à quelle occasion avez-vous rencontré Pierre Werner pour la première fois ? Et quelle était votre première collaboration avec lui ?

[**Charles-Ferdinand Nothomb**] Évidemment, Pierre Werner est un homme d'une grande stature internationale quand je suis encore un jeune homme. Et donc, au début, je le connais, je le rencontre dans l'une ou l'autre manifestation, mais il est le Premier ministre du Grand-Duché, et moi je suis un jeune député ou encore moins de la province du Luxembourg.

Donc, la vraie rencontre où nous nous parlons, parce que pour un moment nous sommes sur un pied d'égalité, c'est la campagne électorale pour la première élection européenne en 1979. Et donc à ce moment-là, et c'est la courte période où il n'est pas Premier ministre du Grand-Duché, et il était de liste pour le CSV dans le Grand-Duché pour les élections européennes, et le hasard fait que moi je suis président du parti social-chrétien en Belgique, et que je suis tête de liste du parti social-chrétien dans le Sud du pays. Et donc, nous décidons de faire des meetings dans un esprit européen, et nous avons fait ensemble un meeting à Arlon, où il est venu prêcher la bonne parole européenne, et un meeting à Pétange, en voyage retour si je puis dire. Et c'est à Pétange que, voyant que c'est la fin de la campagne électorale, nous nous disons : « Mais, il faudrait quand même continuer cette collaboration. Après tout, nous sommes tous européens, on est tous luxembourgeois, on vit 40 km l'un de l'autre. Est-ce qu'on ne réfléchirait pas sur les problèmes européens et sur les problèmes régionaux, au sens géographique du mot, et on ne continuerait pas à travailler ensemble ? » C'est alors que nous fondons le Cercle européen Perspectives et réalités frontalières, qui est mis sur les fonts baptismaux, avec comme président Pierre Werner et des prestigieux participants comme Jacques Santer, Jean-Claude Juncker et

d'autres ministres luxembourgeois, et amis. Et donc, nous l'appelons le Cercle Werner, parce que c'est plus simple que « Perspectives et réalités frontalières », et moi j'ai toujours été à ce moment-là le vice-président du Cercle Werner, et j'étais très heureux d'être le second de Pierre Werner, qui avait la stature et est même entre-temps retourné au pouvoir, mais il a toujours couvert ce désir de collaborer sur le plan européen, mais surtout sur le plan régional avec les voisins du Luxembourg. C'était l'idée des deux Luxembourg.

[Hervé Bribosia] Quelle était la motivation de Pierre Werner pour participer à ces élections ? Il était vraiment motivé ? Pour finir, on sait qu'il ne siègera pas au Parlement européen.

[Charles-Ferdinand Nothomb] Oui, je pense qu'il était tout naturel que Pierre Werner, qui est le leader politique des sociaux-chrétiens luxembourgeois et qui n'est pas au gouvernement, se présente, prenne la tête de liste pour les élections européennes. Non seulement pour ça, mais aussi parce qu'il est Pierre Werner, qui était l'homme de la proposition d'unification monétaire et qu'il est porteur de ce thème. Donc il est à la fois porteur du plus grand prestige dans sa famille politique et le meilleur porteur du thème européen dans le Grand-Duché de Luxembourg d'alors, ou même largement au-delà. Si ça avait été possible, on l'aurait bien pris comme candidat en Belgique aussi, parce qu'il avait cette image. Donc, je pense qu'il y a ces deux raisons qui font qu'il est incontournable au moment où il se présente aux élections européennes. Et donc, c'est ce qui fait la qualité de la rencontre sur ce thème commun que sont les élections européennes dans une procédure commune.

[Hervé Bribosia] D'accord. Donc, c'est à la fin de la période d'opposition – pendant cinq ans il était dans l'opposition, vous l'avez évoqué. Il y a une période de cinq ans durant lesquels il n'était pas à la tête de son gouvernement. Est-ce qu'il vous a parlé de cette période ? Est-ce que c'est quelque chose qui l'a particulièrement marqué ? Et est-ce qu'il se projetait déjà dans un avenir européen, ou il s'attendait à retourner aux commandes au Luxembourg ?

[Charles-Ferdinand Nothomb] Je pense que tout le monde – enfin, tous les gens que je fréquentais et qui observaient ça un peu de l'extérieur de la scène luxembourgeoise – considérait que c'était un intermède, que la logique, l'habitude, la tradition était que ce soit un Premier ministre venant du côté du CSV. Donc, on le considérait plus comme l'ancien futur Premier ministre du Grand-Duché que comme un monsieur qui était le chef de l'opposition à la Chambre des députés. Donc, sa stature européenne persistait. Ce n'était pas parce qu'il n'était pas Premier ministre luxembourgeois qu'il n'était pas M. Werner du Plan Werner.

2. Les relations belgo-luxembourgeoises

[**Hervé Bribosia**] Je voudrais revenir sur un fait quand même marquant dans les relations belgo-luxembourgeoises. C'est la dévaluation du franc belge, à laquelle procède le gouvernement belge en février 1982. À l'époque, vous étiez vice-Premier ministre et ministre des Affaires intérieures, et il semble que les autorités luxembourgeoises aient été mises plus ou moins devant le fait accompli, alors que dans le cadre de l'union économique belgo-luxembourgeoise, et notamment monétaire, le Luxembourg utilisait la même monnaie. Alors, comment cela s'est-il passé exactement ? Avez-vous souvenir des réactions du gouvernement luxembourgeois, et en particulier de Pierre Werner ?

[**Charles-Ferdinand Nothomb**] Oui, je me souviens. Cette période de la dévaluation en Belgique, c'était un grand événement politique, on n'avait plus connu ça depuis la guerre. Et je me souviens que le gouvernement ne savait pas très bien comment procéder. En fait, on a fait une dévaluation en appui d'un plan économique et social de modération salariale, etc. Donc les deux aspects, si vous voulez – pacte social et pacte monétaire – coïncidaient. Dans le cadre belgo-belge, le pacte social, la négociation avec les syndicats, l'entrée dans une période de pouvoirs spéciaux, qui permettait au gouvernement d'appliquer sa politique économique et sociale, primaient dans les préoccupations sur l'opération monétaire, qu'on savait qu'on ferait rapidement quand on l'aurait décidé. Et là, la négociation interne au gouvernement belge était avec la Banque nationale qui était radicalement opposée à la dévaluation et nous-mêmes, qui savions que nous avons besoin d'un plan d'austérité et de réforme pour rétablir le crédit de la Belgique. Cela explique, sinon excuse, que l'on n'a pas pris l'événement monétaire comme le prioritaire dans la procédure. On ne voulait pas qu'il y ait de fuite, pour que l'on puisse annoncer tout à la fois.

Et donc, ça a amené le gouvernement belge – je n'étais plus ministre des Affaires étrangères ni ministre des Finances, sinon sans doute y aurais-je pensé – mais on n'a pas prévenu convenablement le gouvernement luxembourgeois de nos intentions. Et donc, quand on a annoncé le fait – la dévaluation, c'est un fait brutal : un matin, on annonce et on constate –, le gouvernement luxembourgeois était hors de lui. Je pense qu'il avait, sur le plan politique, international, raison. Nous étions en union monétaire, et il y avait là-dedans toute une série de procédures prévues, de consultations, et évidemment sur la dévaluation, puisqu'on a dévalué le franc luxembourgeois, qui existait toujours autant que le franc belge, mais dans des masses différentes. On l'a dévalué en même temps qu'on a dévalué le franc belge. Et ils auraient très bien pu avoir une réaction plus dure encore, en disant : « Et bien nous, on ne dévalue pas. » Alors, nous aurions eu une disparité monétaire entre le Luxembourg et la Belgique, ce qu'on a eu à certaines dévaluations dans l'entre-deux-guerres, où les deux francs se sont séparés. Donc, on n'a pas été jusque là. Mais la colère exprimée était d'autant plus grande. Et rapidement, le Premier ministre belge et le ministre des Finances de se rendre à Luxembourg pour s'expliquer avec ces partenaires.

[**Hervé Bribosia**] Donc, ils se sont vite remis d'accord.

[**Charles-Ferdinand Nothomb**] Je pense que le gouvernement belge... je ne sais pas si on a fait des excuses.

[**Hervé Bribosia**] Je veux dire, on n'a pas tenu rigueur au gouvernement belge plus que cela.

[**Charles-Ferdinand Nothomb**] Non, parce que nous n'avons pas contesté que nous aurions dû faire les consultations avant. Certainement ont-ils expliqué : « Vous savez, pour nous, le problème du contexte économique et social en Belgique et la tension avec la Banque nationale étaient tels que le gouvernement belge se tenait à carreau au sujet de la communication. »

[**Hervé Bribosia**] Alors, le début des années 1980 est aussi marqué par la crise de la sidérurgie, suivie alors par une synergie entre la Belgique et le Luxembourg. Avez-vous eu l'occasion d'aborder ce sujet avec Pierre Werner ?

[**Charles-Ferdinand Nothomb**] Oui, fréquemment. Il est évident que, là, il y a à la fois les intérêts nationaux que les gouvernements ont en charge, les aspects régionaux, parce que la Belgique est aussi diverse entre ses bassins sidérurgiques, et les aspects de reconversion : tout ça est mêlé, puisque dans le capital des sociétés belges se trouvent des sociétés luxembourgeoises et inversement. Et que le grand investissement de l'ARBED en Belgique se transmet à SIDMAR, qui est lui-même une cause de déséquilibre dans la sidérurgie belge entre la vieille sidérurgie wallonne et la nouvelle sidérurgie près du littoral. Et donc, on est évidemment imbriqués. Cela donne légitimement [lieu] à des conversations entre hommes d'affaires, entre hommes politiques et entre hommes politiques régionaux. Et donc, à un moment donné, il faut se parler sincèrement, même en sachant qu'il y a trois aspects à sa position.

Certainement, à ce moment-là, la confiance que j'avais établie avec Pierre Werner à partir d'autres collaborations a été bien utile. Je me souviens en tout cas d'une entrevue à un moment crucial entre deux décisions du gouvernement belge, où nous nous sommes concertés pour voir ce qu'était l'intérêt maximal et de la Belgique et du Luxembourg, et du Luxembourg belge qui était imbriqué à la fois dans sa sidérurgie sur territoire belge et dans la sidérurgie sur le territoire luxembourgeois par le grand nombre de frontaliers. Vous voyez comme les choses étaient complexes, et donc justifiaient que le contact confiant avec un homme d'État qui maîtrisait tous ces aspects était utile.

[**Hervé Bribosia**] Donc, dans ce dossier-là, est-ce qu'on peut dire que vous avez un peu joué le rôle d'intermédiaire entre le gouvernement belge et le gouvernement luxembourgeois, et Pierre Werner en particulier ?

[**Charles-Ferdinand Nothomb**] J'ai pris l'initiative, et M. Werner était positif, de dire : « Nous devons parler en tête-à-tête », et nous en avons parlé longuement en tête-à-tête. Cela a inspiré mes positions au sein du gouvernement belge, et je pense que ça a inspiré ses positions au sein du gouvernement luxembourgeois.

[**Hervé Bribosia**] Alors, quelle était, aux yeux de Pierre Werner, l'importance de l'union économique belgo-luxembourgeoise – on a évoqué l'union monétaire, mais de façon plus générale – et de la coopération Benelux ?

[Charles-Ferdinand Nothomb] Alors, je pense que Pierre Werner était attaché – plus que comme Premier ministre d’un pays voisin – il était attaché à la Belgique. Il connaissait bien la Belgique dans ses diversités. Si je me rappelle bien il était né à Lille. Il avait bien connu notre société, où il était évidemment très bien accepté. Et donc, je sais qu’il se faisait des soucis – puisqu’il y avait déjà des querelles institutionnelles en Belgique – il se faisait du souci, disant : « J’espère que tout ça va bien tenir, parce que nous tenons à la solidité de notre partenaire. » Ce n’était pas seulement l’intérêt luxembourgeois pour la solidité du partenaire, c’était l’intérêt pour un pays démocratique et ami. Et – c’est un phénomène intéressant, amusant, peut-être anecdotique – : les deux négociations de collaborations qui se sont faites sous notre génération entre la Belgique et le Grand-Duché l’ont été entre des ministres belge et luxembourgeois qui étaient tous les deux luxembourgeois. C’est-à-dire, au moment du Benelux, négocié dans le gouvernement de Londres, le Premier ministre belge, c’est M. Hubert Pierlot, qui est l’élu de la province du Luxembourg. Et il négocie, notamment avec Joseph Bech, le Traité Benelux. Il se fait que, quand nous avons renouvelé l’union économique belgo-luxembourgeoise après 50 ans, c’est-à-dire en 1981 – 50 ou 60 ans, puisque ça datait de... 1921 –, j’étais le ministre des Affaires étrangères de la Belgique, et j’ai négocié ça avec Gaston Thorn ou Colette Flesch, mais sous le chapeau, sous l’autorité paternelle de Pierre Werner. C’est d’ailleurs comme ça que dans le Traité renouvelant l’union économique belgo-luxembourgeoise, il y a tout un chapitre frontalier qui n’était pas dans la première, car on dit : « Mais on a aussi des intérêts de voisinage, au-delà des intérêts de nation à nation ou d’État à État ».

[Hervé Bribosia] Une autre question, qui concerne aussi bien la Belgique que le Luxembourg, qui les intéresse autant, c’est la question du siège des institutions. Est-ce que vous avez eu l’occasion d’évoquer cette question, notamment la question du siège du Parlement européen, avec Pierre Werner et de la rivalité éventuelle entre Bruxelles et Luxembourg ?

[Charles-Ferdinand Nothomb] J’ai traité ce problème directement – j’ai bien entendu mes sentiments. Comme député d’Arlon, j’ai toujours dit au ministre belge des Affaires étrangères : « Écoutez, n’attaquez pas trop le site... Si vous attaquez le site luxembourgeois de la capitale de l’Union européenne, vous m’attaquez directement. Parce que mes électeurs, ma petite ville vit déjà dans l’ambiance transfrontalière autour des institutions européennes. Donc j’y tiens, d’un point de vue sous-régional en Belgique ». Quand je suis devenu ministre des Affaires étrangères, mon point de vue devait être différent – je devais défendre les intérêts belges dans leur globalité – mais je puis dire que l’esprit que j’avais quand j’étais simple député du Luxembourg était toujours présent. Et j’ai fait comprendre à mon collègue luxembourgeois qu’il ne devait pas trop s’inquiéter, que je ne l’attaquerais pas par des manœuvres surnoises pour favoriser un transfert de quoi que ce soit vers Bruxelles, ce qui contrastait évidemment avec une certaine – je ne vais pas dire hargne – mais rigueur, énervement venant du côté français pour tout ce qui concernait le Parlement de Strasbourg, avec son secrétariat à Luxembourg et ses réunions de travail à Bruxelles. Donc, ça contrastait, je pense que là on n’a pas eu de problème. Bien entendu revenait toujours, et hélas aujourd’hui en 2010, ça revient encore : « comment se fait-il que la Belgique n’assure pas des liaisons plus rapides entre Bruxelles et Luxembourg ? »

[Hervé Bribosia] Est-ce qu’il y a une raison à ça, d’ailleurs ? Pourquoi est-ce que ce train est-il si lent entre Bruxelles et Luxembourg, et Luxembourg et Strasbourg ?

[**Charles-Ferdinand Nothomb**] La question est belgo-belge. Dans la mesure où 90 %-95 % de la population belge réside entre le sillon Sambre-et-Meuse au Sud et la frontière maritime ou néerlandaise au Nord, c'est-à-dire dans un espace restreint, les priorités sont dans cet espace peuplé. L'espace non peuplé est très grand : c'est le Sud-Est de la Belgique, avec toutes les Ardennes qui sont peu peuplées. Et donc, ça a toujours été en Belgique de notre point de vue un débat d'expliquer : « Oui mais, les infrastructures pour nous, elles ne sont pas seulement pour nous 200 000 Luxembourgeois de Belgique, elles sont pour les autres Luxembourgeois, les Strasbourgeois, les Lorrains. » C'était aussi...

[**Hervé Bribosia**] Relier les trois capitales de l'Europe

[**Charles-Ferdinand Nothomb**] ... une justification européenne – relier les 3 trois capitales de l'Europe –, une justification de la Grande région pour venir en appui des revendications que la petite région qu'est le Luxembourg belge, puisqu'il s'agit de trouver des crédits pour le faire. Personne en Belgique n'est opposé à ce qu'il y ait un TGV entre Luxembourg et Bruxelles, mais les experts vous diront : « Il n'y a pas de trafic, ce n'est pas rentable. » Et il y a des petites collines, qui s'appellent l'Ardenne, avec des vallées profondes, qui retardent tout. C'est pas si facile que de faire Bruxelles-Amsterdam ou Bruxelles-Paris. Et donc, de plan quinquennal en plan quinquennal, la priorité a toujours été repoussée. Et c'est encore une grande irritation des Luxembourgeois de Belgique, mais aussi des Luxembourgeois du Grand-Duché de voir que ce train va si lentement.

[**Hervé Bribosia**] Mais aussi des Bruxellois et des Strasbourgeois ? Des fonctionnaires européens en tout cas.

[**Charles-Ferdinand Nothomb**] Oui, naturellement. Mais indépendamment de ceux qui circulent, il est évident que c'est une anomalie qu'on aille moins vite de Bruxelles à Luxembourg que de Bruxelles à Paris.

3. La coopération régionale et transfrontalière

[**Hervé Bribosia**] Pour l'Institut de la Grande région, qui était à l'origine l'Institut régional intracommunautaire, l'IRI, quel rôle Pierre Werner a-t-il joué dans le développement de cet institut, que Pierre Werner a présidé, ou que vous-même, je pense, avez présidé ? Est-ce que Pierre Werner lui-même l'a présidé ?

[**Charles-Ferdinand Nothomb**] Certainement. Donc, l'Institut régional intracommunautaire date d'il y a plus de 50 ans et il est né à Otzenhausen (en Sarre), dans la foulée du statut particulier de la Sarre dans les relations franco-allemandes, et un institut qui existe toujours, qui s'appelle l'Académie européenne d'Otzenhausen. Et donc, les Sarrois tenaient beaucoup à cette coopération et franco-allemande, qui leur donnait un statut particulier en Allemagne et aussi dans cette coopération régionale avec l'État voisin, le Grand-Duché, et ultérieurement avec la

Belgique, qui était au moins indirectement concernée. Et donc, à un moment donné, l'IRI a connu des difficultés – que je ne peux pas préciser – en Sarre, et notamment de son financement, de son secrétariat, et c'est à ce moment-là que Pierre Werner, Premier ministre du Grand-Duché, est intervenu en disant : « Mais, nous allons reprendre ça à notre charge. » C'est à ce moment-là que le siège de cet institut de coopération est passé de Sarre à Luxembourg, où il est toujours.

[Hervé Bribosia] C'était en quelle année ?

[Charles-Ferdinand Nothomb] Oh, je pense il y a 30 ans, donc ça doit être dans les années 1980. Et on a établi le siège au Grand-Duché de Luxembourg, au château de Munsbach, où il se trouve toujours. Et donc, à ce moment-là, il a eu la volonté politique, et il a dit : « Mais c'est nécessaire. » Et il l'a fait. Il avait le pouvoir de le faire, et le gouvernement luxembourgeois l'a suivi. Ça a été aussi une politique de ses successeurs. Jacques Santer lui-même s'est fort investi dans cette coopération interrégionale, et Jean-Claude Juncker ensuite. Donc, il a été le premier des Premiers ministres luxembourgeois et il a entraîné la tradition forte du Grand-Duché de Luxembourg d'encourager la coopération grande-régionale – de la grande périphérie du Grand-Duché. Et je pense que son ombre a continué à planer sur cela. Et c'est pour ça que, quand nous organisons en 1979 le Cercle Werner de coopération plutôt sur les affaires régionales entre les deux Luxembourg, nous nous situons à l'intérieur d'une coopération plus large – parfois moins facile parce que plus diversifiée –, mais c'est toujours l'esprit général.

[Hervé Bribosia] Mais donc, l'Institut de la Grande région, c'est une coopération régionale plus large. Mais, Pierre Werner, quelle était sa motivation dans ce type de coopération régionale ?

[Charles-Ferdinand Nothomb] Écoutez, à la fois il est européen d'esprit, et il veut l'intégration européenne, à la fois quand on est – je pense – le Premier ministre d'un pays qui n'est pas le plus grand de la communauté et qu'on a des frontières partout autour, on veut montrer l'exemple. Il y avait beaucoup l'idée d'exemple de coopération au moment de l'Institut régional intracommunautaire. « Régional intracommunautaire » voulait dire : « On va constituer une région face au développement régional de l'Europe. » Un peu l'idée de la région transfrontalière cohérente, qui sera à côté de la Bavière, à côté des grandes régions françaises, qui sera une région déjà intégrée : on montre l'exemple de la coopération. Je pense que ça c'était très loin en avance sur la réalité. Et il est évident que, de plus en plus, le Grand-Duché de Luxembourg, à cause de la prospérité qui s'est développée, elle-même à cause du statut des banques et des finances qu'avait ciselé Pierre Werner, qui est à la base de tout cela, et du développement de l'audiovisuel et du développement des satellites – tout ça, ce sont des, j'allais dire des enfants de Pierre Werner –, ça a amené beaucoup de gens à travers le Luxembourg. Ça a amené le flux de frontaliers qui justifie maintenant, quand on dit qu'il y en a 200 000 autour de Luxembourg, c'est évidemment considérable dans la gestion de l'État luxembourgeois. Tant la centaine de milliers de personnes que les kilomètres carrés qui manquent peut-être au Grand-Duché de Luxembourg pour son expansion se trouvent dans la coopération interrégionale. Ça me semble logique de son point de vue, et nous avons suivi – nous dans la périphérie nous

avons suivi – en nous disant : « C’est dans notre intérêt aussi d’entamer cette coopération grand-régionale. »

[Hervé Bribosia] Alors, vous avez évoqué le Cercle Pierre Werner – c’est vous qui le nommez de la sorte : je crois que du côté belge, c’est comme ça qu’on le dénomme – c’est plus spécifiquement le Cercle européen Perspectives et réalités frontalières – vous l’avez évoqué en début d’interview également. Ce cercle est fondé par Pierre Werner en 1987. Il le préside, jusqu’à sa mort – et c’est d’ailleurs vous qui reprenez le relais de la présidence de ce cercle encore jusqu’à ce jour. Alors, quelle était la raison d’être de ce cercle, et en particulier, quelle était l’articulation entre la dimension européenne – Cercle européen – et la dimension, je dirais, frontalière – réalités frontalières – puisqu’on retrouve les deux dans la dénomination du cercle. Donc quelle était la raison d’être de ce cercle, comment ces deux dimensions s’articulaient-elles ?

[Charles-Ferdinand Nothomb] Je dois avouer que, quand c’est moi qui ai proposé la création de ce cercle dans la foulée des élections européennes, nous étions dans un contexte européen. Nous constatons que nous tenions le même discours – le Luxembourg et la Belgique ont généralement le même discours, et nous sommes de la même famille politique. Et donc, on a dit : « Mais il faut continuer ensemble ». De mon côté, c’était évidemment intéressé de s’accrocher au char intellectuel de Pierre Werner avec toute son expérience et d’exprimer ensemble, donc avec plus d’autorité, des idées générales. Je pense qu’on a réfléchi à ça du côté luxembourgeois, et donc quand on est passé aux actes et à la signature, on a changé le nom : pour moi c’était un cercle européen – Pierre Werner, c’était simple, nous a montré l’idée. Et on a mis « Perspectives et réalités frontalières », donc ça veut dire, on s’occupe aussi des affaires frontalières. Ce qui était aussi mon intérêt, puisqu’un an après, deux ans après, j’ai insisté pour que l’union économique belgo-luxembourgeoise ait des aspects frontaliers. Il y avait donc les deux dimensions, comme je viens d’expliquer.

[Hervé Bribosia] Donc, là, on parle de quelles frontières, en fait ?

[Charles-Ferdinand Nothomb] Ah, on parle de la frontière entre les deux Luxembourg. Et donc, on dit : « Mais, à l’intérieur de la Grande région ou à l’intérieur de l’union économique belgo-luxembourgeoise, deux ensembles qui nous dépassent, la petite coopération entre deux entités de même ordre de grandeur, qui sont l’État luxembourgeois et la province de Luxembourg, qui portent tous les deux le même nom, elle s’impose. Et c’est pour ça qu’on a beaucoup insisté sur cet aspect-là. Mais c’est toujours à l’intérieur des autres ensembles. On n’a jamais dit qu’on ne collabore plus avec les Sarrois et les Lorrains parce qu’on va collaborer entre les deux Luxembourg. On n’a jamais dit que ce n’était pas pour l’union économique belgo-luxembourgeoise, et on n’a jamais dit que ce n’était pas pour l’Europe. Tout ça, s’imbrique dans un même esprit de collaboration.

[Hervé Bribosia] Alors quel type d’événements le Cercle Pierre Werner, pour faire court, a-t-il organisés ou organise-t-il encore ?

[Charles-Ferdinand Nothomb] Ce cercle visait à faire se rencontrer les élites responsables, on dirait, l’*establishment* des deux Luxembourg, qui s’ils ne sont pas dans des structures organisées

ne se rencontrent pas nécessairement. Donc, on a fait des colloques, ou deux ou trois par an parfois, sur tous les sujets : sur des sujets très concrets, qui nécessitaient collaboration, ou sur des sujets culturels – on a fait des travaux sur la littérature de langue française au Grand-Duché de Luxembourg et au Luxembourg belge. Ça a amené des écrivains à se connaître et au public culturel à savoir qu'il y avait des écrivains de l'autre côté. On en a fait sur la justice dans le Luxembourg. À la fois, ça permettait d'exposer les problèmes les uns des autres, et aux magistrats, aux polices judiciaires, aux procureurs du Roi, qui ne se seraient pas rencontrés pour des motifs fonctionnels, de simplement parler ensemble des réformes que chacun envisageait. Et donc, je pense que ça a eu un grand effet d'interpénétration. Et donc nous avons, à notre 10^e anniversaire, répertorié tous les colloques que nous avons faits, et donc on aurait dû prendre la liste de tous les gens qui avaient participé et leur dire : « Voilà, on a marié les élites sur un sujet particulier pendant une journée, ça doit avoir des résultats quelque part. » Mais ça, on ne les maîtrise pas, ce n'est pas dans la nature des *think tanks* ou des lieux de rencontre.

[Hervé Bribosia] Deux ans après la fondation de ce cercle, en 1989, je crois que vous avez commémoré le 150^e anniversaire du Grand-Duché de Luxembourg, ou plutôt de sa séparation, et donc des deux Luxembourg.

[Charles-Ferdinand Nothomb] Exactement. Donc, c'était un moment, pour ceux qui sont férus d'histoire, qui aiment le Luxembourg, qui aiment les deux Luxembourg, c'était un moment qui pouvait donner lieu à frottements ou à susceptibilités dans l'expression. Dans le langage ou dans l'esprit de beaucoup des citoyens ou des dirigeants du Grand-Duché de Luxembourg, 1839 signifie qu'on a arraché au Grand-Duché de Luxembourg la province de Luxembourg pour la donner à la Belgique. De la même manière, si vous êtes du côté belge, nous pensons qu'à cause de l'action du roi de Hollande, qui a revendiqué son Grand-Duché, le Grand-Duché a été séparé de nous. Donc, c'est la même réalité, mais elle peut être appréhendée des deux côtés. Ce qui est intéressant, c'est que des deux côtés elle est appréhendée avec regret, en disant : « C'est vous qui avez fait » ou « C'est vous qui avez fait ». Et donc, les discours auraient pu être plus... rappeler des susceptibilités territoriales...

[Hervé Bribosia] Nostalgiques.

[Charles-Ferdinand Nothomb] Oui, on aurait pu avoir de la nostalgie d'un côté, de la revendication de l'autre. Et donc, on a bien évité cela. Donc, on a fêté ça ensemble. À ce moment-là, j'étais déjà président de la Chambre. J'ai organisé un grand dîner en l'honneur de Pierre Werner, c'était mon occasion, pour célébrer ensemble le 150^e anniversaire de la séparation. On ne fête pas les anniversaires d'une séparation douloureuse par un grand dîner, mais nous l'avons fait. Ça a permis à chacun d'exprimer – je pense que la personnalité de Pierre Werner facilitait, les bons liens que nous avions facilitaient– et tous les Belges étaient très contents, donc notre Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères qui était aussi à ce dîner, de même que le Commissaire luxembourgeois à la Commission européenne, on était très contents de voir que les Luxembourgeois des deux côtés célébraient ensemble la séparation que l'un et l'autre regrettaient.

[**Hervé Bribosia**] Pensez-vous néanmoins que la réunification des deux Luxembourg pourrait revenir à l'ordre du jour, notamment dans un contexte où la subsistance même de la Belgique est parfois remise en cause ? Pierre Werner a-t-il jamais envisagé cette question ?

[**Charles-Ferdinand Nothomb**] Bien, comme vous le savez, je suis un partisan fervent et actif de l'unité de la Belgique, y compris à travers les péripéties, et je pense que Pierre Werner lui aussi était partisan du maintien de l'unité de la Belgique, peut-être un peu par sentiment, mais aussi beaucoup par réalisme : ce n'est pas bon pour le Grand-Duché d'avoir un voisin qui n'est pas stable. Et donc, nous n'en avons jamais parlé, mais un jour je lui ai quand même dit : « Vous devez savoir que je n'en parle jamais, mais je suis un homme politique et je dois envisager toutes les situations, y compris les pires, et que dans ce cas, je penserais qu'une conversation serait utile entre vous et moi. » Et donc, nous nous sommes, sur ce thème au second degré, entretenus de ce dont nous pourrions parler si, le cas échéant, contre notre gré, une situation... Et j'ai beaucoup apprécié ça, la finesse, puisque c'était moi qui étais en position de faiblesse : je parlais de mon pays en disant : « Mais si jamais, si jamais », alors c'était d'une grande finesse et d'une grande amitié. Et ça, j'ai retenu comme qualité : des relations humaines précieuses avec un homme de prestige.

4. Les hommes d'État luxembourgeois et la construction européenne

[**Hervé Bribosia**] Avez-vous parfois ressenti l'expression d'un sentiment national dans le chef de Pierre Werner ?

[**Charles-Ferdinand Nothomb**] Oui, oui. Je vous dirais mon impression... je me remémore avoir eu une forte impression de Pierre Werner que je considérais comme quelqu'un de gentil, d'aimable, de soucieux d'arrondir les angles. Et puis, je me rappelle – je crois que c'était à la mort du grand-duc [sic] Félix: il a fait une émission à la télévision. Et il a parlé – l'occasion c'était le décès du grand-duc, du prince consort, enfin du mari de la princesse Charlotte –, mais il l'a fait d'une telle conviction en disant : « Il a compris le sentiment luxembourgeois, il a adhéré à cela et il a expliqué cela .» Je dirais pour expliquer que cet homme qui était d'une autre maison princière avait saisi le nationalisme, la fierté des Luxembourgeois pour leur État. Et donc, ça m'avait beaucoup impressionné. Ça, c'est sur le plan sentimental.

Je pense aussi qu'au moment de la célébration du 150^e anniversaire de la séparation, nous avons eu un moment délicat : le Cercle Werner a organisé à Luxembourg, à côté de l'exposition – je ne sais plus dans quel local c'était, mais c'était le local où il y avait l'exposition sur l'histoire du Grand-Duché –, nous avons organisé un colloque. Organisé par nous, sur l'histoire, et sur les sentiments. Mais on avait mis comme sujet – un des sujets était – : comment a évolué, existe-t-il, quand a existé un sentiment national luxembourgeois ? Alors, je me rappelle mon grand ennui, parce que nous avons amené comme orateur belge le P^r Wilquet de l'université de Bruxelles, qui connaissait bien la situation du Grand-Duché, qui avait des origines familiales

qui le rendaient expert et sensible, et il a fait un exposé dans lequel il concluait : « On ne peut pas dire qu'il y a un sentiment national luxembourgeois. » J'allais dire drame pour moi : qu'est-ce qu'on va dire après ? Comment peut-on venir dire, au moment où on célèbre... Alors, je me rappelle que Pierre Werner avait voulu intervenir et je lui ai mis la main sur le bras en disant : « Non, laissez-moi intervenir le premier. » Puisque c'était moi qui étais ennuyé. Et moi, j'ai fait un éloge du Grand-Duché indépendant, pour essayer de contrer l'impression que je pensais dangereuse ou néfaste de l'exposé du professeur. Et alors, Pierre Werner avait lui aussi exprimé avec force la chose. Mais alors, j'étais à l'aise, puisque je l'avais exprimée avant lui.

[**Hervé Bribosia**] Exprimé quoi exactement ?

[**Charles-Ferdinand Nothomb**] Et bien, oui, qu'il y avait un sentiment national luxembourgeois évidemment, que bien entendu il s'était accru au fil des années, qu'il n'avait pas été – je le dis comme je le comprends – que la guerre de 1914 n'avait pas donné la même chose, puisque le rôle international du gouvernement luxembourgeois, enfin il n'était pas participant à la guerre comme à la Deuxième Guerre mondiale, mais ça avait donné lieu à l'expression de la volonté d'indépendance dans les deux référendums – et pour l'indépendance et pour la monarchie. Mais encore ça c'était le monde politique. Il a dit : « Mais vraiment, ça n'est devenu profond dans toutes les couches de la population qu'au cours de la Deuxième Guerre mondiale, quand on a voulu nous brimer, nous supprimer, supprimer notre identité. » Alors, il l'a exprimé avec force, et donc : « Il n'y a aucun problème à la théorie de M. Wilquet d'un point de vue intellectuel ; tout le peuple luxembourgeois est unanime dans la défense de sa nationalité et dans la fierté d'être indépendant. »

[**Hervé Bribosia**] Vous avez bien connu Pierre Werner, je crois que vous connaissez aussi bien personnellement Jacques Santer et Jean-Claude Juncker. Peut-on parler d'une certaine filiation avec Pierre Werner, s'agissant notamment de la politique européenne, mais aussi, nous l'avons évoquée tout à l'heure, la coopération interrégionale et transfrontalière ?

[**Charles-Ferdinand Nothomb**] Oui. Je suis évidemment... je ne suis pas luxembourgeois. Je regarde la succession des grands hommes au Grand-Duché. Je vois d'abord qu'elle est bien préparée, que quand quelqu'un arrive Premier ministre, il a déjà toute l'expérience qu'il lui faut. Et je pense que, par la nature des choses – les intérêts du Grand-Duché de Luxembourg sont quand même très compréhensibles au sein de l'Europe –, il y a continuité. Puisque chacun se trouve devant les mêmes problèmes, ce n'est pas le plus grand État de la Communauté, il est au milieu, il est trilingue – mais donc bilingue franco-allemand – et donc, il faut s'imposer par sa stature personnelle, au-delà de la dimension de l'État qu'on représente. Je pense que les trois l'ont fait avec brio et que, tout normalement, Jacques Santer a essayé de faire aussi bien que Pierre Werner, et la suite est la même.

Et donc, il faut noter que cette position est la même vis-à-vis de la coopération européenne ou de l'intégration européenne ou des politiques européennes, mais aussi des intégrations Grande région, des politiques Grande région ou des relations avec chacun des voisins. On a parlé du belgo-luxembourgeois, il y a évidemment des relations intenses, et très bien *managées* d'un point de vue luxembourgeois, avec les Français d'une part, et avec les Allemands d'autre part. À noter que, dans la coopération grand-régionale, cela a parfois des effets négatifs. En ce sens

qu'il faut comprendre que les Lorrains, qui sont une région de 3 millions d'habitants, à un moment donné, dans la coopération avec leurs voisins luxembourgeois, qui avaient 350 000 habitants il y a quelques années, est en relation directe avec le Président de la République à Paris. Alors que les Lorrains se battent à l'intérieur du système français pour se faire écouter, le Grand-Duché à l'intérieur du système français se fait mieux écouter, parce que justement c'est un État souverain, qu'il y a un Premier ministre et qu'on a des relations d'État à État.

[Hervé Bribosia] Y a-t-il eu d'autres occasions qui vous reviennent à l'esprit de rencontres ou de collaborations avec Pierre Werner ?

[Charles-Ferdinand Nothomb] Je suis sûr que si je fouillais tout mon passé, j'en aurais un certain nombre, puisque sur une longue période entre 1970 et la mort de Pierre Werner nous avons connu beaucoup d'événements qui justifiaient qu'on se croise. Je crois que vous avez...

[Hervé Bribosia] Je crois avoir lu que vous avez célébré votre 25^e anniversaire en tant député belge. Vous vous êtes retrouvés à ce moment-là, non ?

[Charles-Ferdinand Nothomb] Oui, c'était un grand honneur pour moi. En 1993, j'ai 25 ans de mandat au Parlement belge, et on organise une fête à Arlon. Sur le thème d'ailleurs des coopérations entre les démocrates-chrétiens en Europe. Et donc, j'étais très heureux, parce que non seulement le Premier ministre belge est venu, mais aussi – Pierre Werner je crois n'était plus Premier ministre à ce moment-là – enfin, il était là : c'était pour nous la grande figure du Grand-Duché, comme de notre côté, le grand homme était Pierre Harmel, aussi ancien Premier ministre belge et aussi figure prestigieuse intellectuellement de la démocratie chrétienne et de l'intégration européenne et des relations internationales. Et donc, j'étais très heureux d'être là entre Pierre Werner et Pierre Harmel, en compagnie d'ailleurs – c'est intéressant en 2010 – de Herman Van Rompuy, qui à ce moment-là était relativement inconnu, mais qui avait aussi la même ferveur et européenne et démocrate-chrétienne.

[Hervé Bribosia] Pour finir cet entretien, comment décririez-vous la personnalité de Pierre Werner, telle que vous l'avez perçue, après l'avoir côtoyé sur une période de plus de 20 ans ? Quelles étaient ses sources d'inspiration selon vous ?

[Charles-Ferdinand Nothomb] Je pense... nous n'avons pas beaucoup parlé là-dessus, mais Pierre Werner était un chrétien convaincu, il était alimenté par ses convictions religieuses. Je pense qu'il faisait partie d'un certain nombre de cercles de réflexion sur ces thèmes. Donc, il avait participé à des réflexions supra terrestres et que ça l'inspirait dans ses relations humaines, et ça lui donnait un grand calme, une grande sérénité dans les incidents de la vie. Donc, je dirais, c'était un homme calme, à l'aise dans ses convictions. Calme, c'était pas parce qu'il manquait de nervosité, mais ses convictions étaient bien établies, et idéologiquement, et familialement, et comme Premier ministre du Grand-Duché, et comme constructeur de l'Europe, et comme « encourageur » de la coopération grand-régionale. Tout ça se tient bien ensemble. Pas déchiré entre des convictions contradictoires, ce qui peut arriver à un homme public. Donc, c'est comme ça que je le voyais, puisqu'il était mon aîné et il était déjà bien installé avant que je n'arrive et que moi je fasse ma place. Et donc, pour moi, sa place, elle était

toute faite. Et sans contradiction interne. Donc ça donnait ce calme. Et cela donnait la gentillesse qui était aussi le propre des grands hommes, il ne prenait pas de grands airs. Il était Pierre Werner, ça suffisait, il n'avait pas besoin de se monter le col, donc c'est aussi ce dont j'ai profité. Et comme je me situe dans le même courant de pensée à un niveau – certainement – qualitatif moindre que le sien, j'étais content de le fréquenter, chaque fois. Et donc, je pense que ce sera le propre des grands hommes, c'est d'être à la fois grands et simples et ouverts.

[**Hervé Bribosia**] M. Nothomb, merci beaucoup de nous avoir accordé cet entretien.